

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 28 (1948)
Heft: 10

Artikel: La situation économique de la Suisse en automne 1948
Autor: La Roche, Charles
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888712>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA SUISSE en automne 1948

par

Charles La Roche

de l'Institut de Recherches Economiques
Ecole Polytechnique Fédérale, Zurich

Bien que de nombreuses tendances caractéristiques de l'évolution économique générale du monde d'après-guerre se soient manifestées en Suisse et s'y manifestent toujours — encore que sous une forme atténuée —, il existe cependant des différences considérables non seulement par rapport aux nations qui ont participé à la seconde conflagration mondiale — cela va de soi — mais aussi au regard des autres Etats neutres. Pour comprendre tant soit peu la situation particulière de notre pays, il importe d'examiner ce qui s'y est passé pendant et après la guerre, puis de la comparer, ne fût-ce que sommairement, avec celle du monde environnant.

Outre les dégâts matériels dus aux opérations militaires et l'usure excessive de l'appareil de production — deux choses qui ont pris, pendant la seconde guerre mondiale, des proportions beaucoup plus considérables que pendant la première, qui dura moins longtemps et fut moins totale — ce sont notamment les phénomènes de désorganisation économique et politique qui ont entravé jusqu'à présent la reprise des affaires et la reconstruction. La tendance, actuellement prédominante, au planisme et au dirigisme semble avoir aggravé encore des difficultés déjà très grandes en soi, car elle ne tient souvent pas compte des réalités. C'est ainsi que, dans de nombreux pays, l'inflation déclarée ou larvée est causée non point par des déficits budgétaires, mais bien par la tentative de porter le standard de vie et les immobilisations de capitaux à un niveau incompatible avec les possibilités de production. Il en résulte une augmentation des salaires et des prix, ainsi qu'une pénurie chronique de devises, surtout lorsque des cours de change trop élevés empêchent l'équilibre naturel de la balance des paiements. De même, la politique, très souvent pratiquée, de l'argent à bon marché contribue au maintien des perturbations existantes.

★ *Pendant la guerre*, la Suisse a été en mesure, malgré les lourdes charges militaires qui lui ont été imposées pour la sauvegarde de sa neutralité, de conserver intact son appareil de production et même de le développer. Les bouleversements politiques lui ont été épargnés. Grâce au droit d'initiative et de referendum dont jouit le corps électoral, les parlements et les gouvernements, sur les plans fédéral et cantonal, ne peuvent guère, à la longue, faire abstraction, dans les questions importantes, de la volonté du peuple, qui est, dans sa grande majorité, très conservateur et réaliste. En outre, le fédéralisme, qui reste très vivant malgré toutes les tendances centralisatrices, est un sûr garant contre les expériences hasardeuses et les innovations précipitées. La politique suisse se caractérise, dans tous les domaines, par une évolution prudente et réfléchie. Le planisme et le dirigisme ne sont pas aimés, car la plupart des Suisses ont conscience du danger qu'ils impliquent pour leurs libertés politiques et individuelles.

Le système politique suisse, qui suppose la stabilité, présente cependant cet inconvénient qu'il complique l'application de ce qu'il est convenu d'appeler une politique conjoncturelle active, autrement dit une politique économique adaptée aux circonstances du moment et destinée à maintenir le plein emploi. Si la Suisse a pu passer de l'économie de guerre à l'économie de paix sans connaître de chômage digne d'être mentionné et si elle a pu jouir, dès la fin des hostilités et jusqu'à maintenant, d'une prospérité durable, elle le doit non seulement à une politique déterminée, mais aussi à des circonstances favorables. La tâche des autorités a simplement consisté à empêcher autant que possible une surexpansion économique et une marche à l'inflation, afin de conjurer une dépression ultérieure.

Si le but visé n'a pas été pleinement atteint, cela est imputable bien moins au manque de compréhension et de bonne volonté qu'à l'insuffisance des pouvoirs dont disposent les autorités pour diriger strictement le cours des choses. Malgré certaines omissions et erreurs, il a toutefois été possible de freiner la hausse des prix et des salaires provoquée par le suremploi enregistré sitôt

après la cessation des hostilités, hausse qui a été favorisée par l'expansion monétaire.

★ Pour mesurer l'ampleur de l'essor économique constaté après la guerre, il est indiqué de comparer le revenu national de 1947, estimé provisoirement, avec celui de 1938 :

Catégories de revenu	1938		1947		Changement en %	1947	
	En millions de fr.	en %	Revenu nominal en millions de fr.	en %		Revenu réel en millions de fr.	changement en %
Revenu du travail	4.200	51,2	9.500	59,8	+ 126,2	6.013	+ 43,2
Revenu mixte (Industrie, agriculture, professions libérales).	1.800	22,0	3.600	22,6	+ 100,0	2.278	+ 26,4
Revenu net du capital (Intérêts et dividendes).	2.200	26,8	2.800	17,6	+ 27,3	1.772	— 21,4
Total	8.200	100,0	15.900	100,0	+ 93,9	10.063	+ 22,7

En 1947, le revenu national réel a été presque d'un quart plus élevé qu'avant la guerre et à peu près de la moitié supérieur au minimum enregistré pendant le conflit. En outre, la part du revenu national revenant aux salariés a augmenté fortement au détriment du revenu net du capital. De même, l'industrie et l'agriculture ont pu améliorer leurs positions. L'accroissement considérable du revenu réel du travail est imputable avant tout à l'augmentation du nombre des personnes occupées ; en effet, les salaires réels des ouvriers de l'industrie n'ont augmenté, les horaires de travail ayant été légèrement prolongés, que de 10 p. 100 environ, tandis que les traitements réels des employés semblent avoir, en moyenne, retrouvé leur niveau d'avant-guerre. Mais il faut encore tenir compte de l'accroissement considérable des prestations sociales. Si l'on considère que l'augmentation du salaire réel s'est opérée en partie aux dépens du revenu du capital, on peut en inférer que la productivité par personne occupée ne s'est pas sensiblement améliorée par rapport à l'avant-guerre. On ne peut malheureusement rien dire de plus précis à ce sujet, car on ne dispose ni d'indications complètes, de date récente, sur le nombre des personnes occupées, ni d'un indice de la production.

★ On peut cependant se rendre compte approximativement du *degré d'occupation* et de la production dans l'industrie d'après l'indice des personnes occupées dans les mêmes entreprises et qui, pour le deuxième trimestre de 1948, était de 37 p. 100 supérieur à la moyenne de 1938. En réalité, l'effectif des personnes occupées dans l'industrie s'est accru plus fortement, de nombreuses entreprises ayant vu le jour dans l'intervalle. A en juger d'après l'indice précité, c'est

dans l'industrie chimique que l'accroissement a été proportionnellement le plus fort (79 p. 100) ; viennent ensuite la métallurgie (52 p. 100) ; la branche du bâtiment (42 p. 100) et l'industrie horlogère (36 p. 100).

Les principaux *facteurs de la prospérité actuelle* sont, d'une part, la fabrication de machines, d'instruments et d'appareils, de l'autre, l'intense activité qui règne dans le bâtiment. Alors que les machines, les instruments et les appareils étaient destinés auparavant à l'exportation principalement (60 p. 100 de la production) c'est à peu près l'inverse qui se produit aujourd'hui. Ce fait, ainsi que le nombre élevé des bâtiments industriels et commerciaux, prouvent que les immobilisations de capitaux ont atteint une grande ampleur à l'intérieur du pays. De même, on construit présentement un très grand nombre de logements ; en 1947, on a achevé quelque 20.000 appartements, chiffre qui sera probablement atteint en 1948 également. La construction de logements est le seul secteur dans lequel les pouvoirs publics encouragent les investissements. Environ les deux tiers des logements construits sont subventionnés par l'Etat ; en outre, les autorités veillent, grâce à l'affectation d'ouvriers étrangers et à des conventions conclues avec l'industrie des matériaux de construction, à ce que le nombre de logements prévu soit réellement atteint.

★ La plupart du temps, on exagère le rôle joué par les *exportations* dans la surexpansion économique actuelle ; la valeur de celles-ci de même que leur volume réel (quantités évaluées d'après les prix de 1938), n'ont pas augmenté aussi fortement que les importations, ainsi que le prouve le tableau reproduit ci-après :

ANNÉE	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS	DIFFÉ- RENCE	INDICE du volume des impor- tations (1938 = 100)	INDICE du volume des expor- tations (1938 = 100)	INDICE des prix des importations (1938 = 100)	INDICE des prix des exportations (1938 = 100)	RAPPORT d'échange réel
1938	1.607	1.317	— 290	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1945	1.225	1.474	+ 248	30,8	57,2	264,4	257,3	97,3
1946	3.423	2.676	— 747	104,7	101,2	234,0	253,2	108,2
1947	4.820	3.268	— 1.552	147,2	115,2	246,2	263,5	107,0
1 ^{er} sem. 1948	2.811	1.593	— 1.218	164,2	114,6	257,2	258,9	100,7
Juillet 1948	380	280	— 100	140,7	123,2	251	254	101,2
Août 1948	345	253	— 92	126,9	116,1	251	245	97,6

Pendant la guerre, les exportations n'avaient pas diminué aussi fortement que les importations ; d'autre part, elles n'ont pas repris à un rythme aussi rapide après la cessation des hostilités et, depuis une année, elles sont plus ou moins stationnaires, tandis que les importations avaient atteint, au cours du premier semestre de 1948, une ampleur telle qu'on en était venu, dans de nombreux milieux, à se préoccuper sérieusement de l'évolution future de notre balance du commerce et des paiements. Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, un revirement très net s'est finalement produit, le volume anormalement élevé des importations étant commandé, non point par des besoins courants excessifs, mais par une augmentation des stocks qui devait prendre fin tôt ou tard par suite de difficultés financières.

Les articles industriels suisses étant très demandés sur le marché mondial, on a pu constater, malgré la forte hausse des prix à l'importation, que le rapport d'échange réel entre les produits suisses et les marchandises étrangères ne s'est pas beaucoup aggravé et qu'il s'est même sensiblement amélioré à certaines époques. Ces derniers temps, les prix à l'exportation sont soumis, la concurrence devenant plus âpre, à une pression croissante sur les marchés étrangers ; on peut toutefois prévoir que la baisse des prix à l'importation se poursuivra également.

De tout temps, le déficit de notre balance du commerce a été, dans des conditions normales, comblé entièrement ou partiellement par le rendement du tourisme. Contrairement à ce qu'on avait craint, les difficultés en matière de devises n'ont provoqué, jusqu'à présent, aucune diminution du mouvement touristique. En juillet 1948, le nombre des nuitées a même été, en ce qui concerne les étrangers, supérieur à celui du mois correspondant de l'année passée, et cela en dépit du mauvais temps ; et si nous avons accueilli moins de voyageurs anglais, cette perte a été compensée par un plus grand afflux de touristes provenant des pays du groupe Benelux. Cependant, tout donne à penser que les exportations invisibles de marchandises que représentent les achats opérés par les touristes étrangers ont diminué ; en outre, un nombre croissant de Suisses vont désormais passer leurs vacances à l'étranger, ce qui s'explique d'autant mieux qu'ils n'avaient pas été en mesure, pendant des années, de quitter leur pays. Pour ces deux raisons, le rendement net du tourisme sera, selon toute vraisemblance, sensiblement

plus faible cette année que l'an dernier. Malgré cela, la situation de l'hôtellerie est aujourd'hui bien meilleure qu'avant la guerre ; c'est ainsi que le nombre des employés d'hôtel occupés pendant la saison s'est accru d'environ 40 p. 100 par rapport à 1938.

★ *Les prix*, qui avaient fortement augmenté pendant la guerre, diminuèrent légèrement au cours des premiers mois qui suivirent la fin des hostilités, le coût des importations ayant alors quelque peu baissé. Par la suite, toutefois, cette baisse a été plus que compensée par la hausse des prix mondiaux et par le relèvement des salaires provoqué par la nécessité de rétablir rapidement les revenus réels d'avant-guerre. En automne 1947, on créa une commission pour la stabilisation des salaires et des prix ; cet organe, qui est composé de représentants des principaux groupements économiques collaborant de leur plein gré, a, dans l'ensemble, atteint son but. Mais il semble bien que l'arrêt de la poussée inflationniste puisse être attribué pour une large part à l'accroissement considérable des importations. Ces tout derniers temps, les prix paraissent accuser une légère tendance à la baisse. Cependant, l'indice des prix de gros s'établissait encore, en août dernier, à 215,2 points et celui du coût de la vie à 162,3 points (août 1939 = 100).

Quant aux *salaires réels*, qui avaient sensiblement diminué durant les premières années de guerre, ils ont pu, en moyenne, être ramenés à leur niveau d'avant-guerre à fin 1944 déjà ; depuis lors, ils ont augmenté d'environ 10 p. 100. La hausse des salaires nominaux par rapport à 1939 a été, pendant le deuxième trimestre de 1948, de 81,4 p. 100. Mais cette hausse se répartit très irrégulièrement entre les différentes catégories de travailleurs et entre les diverses industries ; pour les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, elle a été de 74,8 p. 100, pour les travailleurs non qualifiés de 91,9 p. 100, pour les femmes de 107,1 p. 100 et pour les jeunes gens en dessous de 18 ans de 155,5 p. 100. Dans l'industrie, ce sont les salaires qui, avant la guerre, étaient restés les plus bas — ceux de la branche textile par exemple — qui ont augmenté le plus fortement. Il en est résulté un nivellement très marqué qui fera probablement de nouveau place, dès que le suremploi actuel aura cessé, à un régime plus différencié. Les mêmes remarques s'appliquent aux traitements qui, en moyenne,

n'ont pas augmenté dans la même mesure que les salaires.

Durant les mois d'été, on n'a pratiquement enregistré *aucun chômage*, hormis un petit nombre de sans-travail difficilement employables ; bien plus, il y avait encore chez nous quelque 150.000 ouvriers et employés étrangers occupés surtout dans le bâtiment, l'hôtellerie, le service de maison et l'agriculture.

★ Le niveau élevé de l'activité économique et le fort accroissement des importations ont permis aux *chemins de fer fédéraux* d'augmenter considérablement leurs recettes, mettant ainsi fin à une ère de déficits chroniques, et cela bien que leurs tarifs n'aient été relevé que dans une proportion insignifiante. Le nombre des kilomètres-voyageurs a passé, de 1938 à 1947, de 113,3 à 213,0 millions et celui des kilomètres-marchandises de 1585,2 à 1848,7 millions. Mais si le déficit de 1938, au montant de 35,3 millions

de francs, s'est transformé en 1947 en un bénéfice de 25,4 millions, cela est dû non seulement à une meilleure exploitation du réseau par suite d'une fréquence supérieure, mais aussi à la diminution du service des intérêts provoquée par la dépréciation de la monnaie, tout comme les tarifs des usines d'électricité n'ont pu être maintenus à un niveau bas qu'aux dépens des obligataires.

★ Si, d'autre part, les communes et les cantons, ainsi que la Confédération, se trouvent dans une *situation financière* favorable, cela est imputable en général non pas tellement à une politique déterminée, impliquant un relèvement des impôts et une réduction des dépenses, qu'à une augmentation, qu'on n'avait pas prévue aussi forte, du produit des impôts existants, augmentation provoquée par l'intense activité économique et la hausse inflationniste des revenus et des chiffres d'affaires. Quelques chiffres illustreront l'évolution des finances fédérales de 1938 à 1947 :

FINANCES FÉDÉRALES (chiffres bruts, millions de francs)				
ANNÉE	RECETTES	DÉPENSES	SOLDE	EXCÉDENT DE RECETTES DES FONDS CENTRAUX DE COMPENSATION
1938	605,5	702,8	— 96,7	—
1945	1.615,0	3.338,2 (*)	— 1.723,2 (*)	+ 164,2
1946	2.329,0	2.331,7	— 2,7	+ 235,4
1947	2.324,8	2.004,4	+ 320,4	+ 285,9

(*) Y compris 900 millions de francs pour le désendettement des chemins de fer fédéraux.

Il a donc été possible, en 1946 déjà, d'équilibrer le compte d'Etat. En réalité, les sommes encaissées par la Confédération ont été encore plus élevées, l'excédent des fonds centraux de compensation (1) ayant atteint à lui seul environ 235 millions de francs. Compte tenu de l'excédent de ces fonds, le boni a été, en 1947, de 600 millions de francs en chiffre rond. En 1948, l'excédent de recettes des fonds de compensation a été remplacé par celui du fonds de l'assurance-vieillesse et survivants. Pour 1948, on prévoit que le compte

d'Etat se soldera par un boni d'environ 900 millions, de francs y compris l'excédent de recettes du fonds autonome de l'assurance-vieillesse et survivants.

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres pays, *l'accroissement de la masse monétaire* mise en circulation par la Banque nationale suisse est imputable en premier lieu à l'afflux d'or et de devises pendant et après la guerre, ainsi qu'à la diminution des disponibilités des banques :

EXTRAIT DES RAPPORTS DE SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE (en millions de francs)							
	RÉSERVES D'OR ET DE DEVISES		TOTAL	BILLETS EN CIRCULATION	COMPTES DE VIREMENT	TOTAL	CRÉDITS DE LA BANQUE NATIONALE
	Confédération	Banque Nationale					
Fin 1929	—	981	981	999	207	1.206	225
Fin 1938	—	3.169	3.169	1.751	1.632	3.383	181
Fin 1945	1.030	4.941	5.971	3.518	1.276	4.794	202
Fin 1947	610	5.359	5.969	4.383	1.172	5.556	415
30-6-1948	159	5.776	5.935	4.221	1.246	5.467	252
31-7-1948	159	5.684	5.843	4.233	1.202	5.435	204
23-9-1948	159	5.921	6.080	4.184	1.409	5.593	128

	BANQUES COMMERCIALES			BANQUES CANTONALES		
	Sommes du bilan	Avoirs en caisse	Dépôts à vue	Sommes du bilan	Avoirs en caisse	Dépôts à vue
Fin 1938	4.280	1.055	1.617	8.175	445	607
Fin 1945	5.543	391	2.554	8.754	224	966
Fin 1947	6.834	464	3.125	9.323	162	941
30-6-1948	7.233	506	3.466	9.430	152	919

(1) Fonds constitués dans les limites du régime des allocations pour perte de salaire et de gain en faveur des mobilisés.

Le recours, par les Pouvoirs publics et l'économie privée, au crédit de la Banque nationale n'a pratiquement joué aucun rôle dans l'accroissement de la circulation fiduciaire. En bloquant le rendement de certains capitaux, en interdisant le transfert du produit de diverses exportations, en stérilisant de l'or et en cédant du métal jaune au public, la Banque nationale et la Confédération ont essayé de restreindre l'augmentation de la masse monétaire en circulation engendrée par l'afflux constant d'or et de devises. Pendant le premier semestre de 1948, il sembla que l'énorme excédent des importations sur les exportations mettrait un terme à la pléthore de métal jaune ; mais le fort recul des livraisons de l'étranger enregistré depuis le mois de juillet a provoqué une nouvelle expansion, légère il est vrai. A l'encontre de ce qui se passe en Suède, la balance des paiements reste active ; cela montre que la consommation et les investissements ont pu être contenus, malgré la surexpansion économique, dans des limites compatibles avec le maintien de réserves monétaires suffisantes.

De même, la forte expansion du crédit et l'accroissement du montant des dépôts à vue dans les banques commerciales ont surtout été causés par *l'afflux d'or*. C'est grâce à ce dernier phénomène, et non point par exemple à une politique intentionnelle de l'argent à bon marché, que le marché de l'argent et des capitaux a été caractérisé, pendant la guerre et durant une période relativement longue après la cessation des hostilités, par une extrême liquidité. Ce n'est qu'à partir du mois d'août 1947 qu'on vit se dessiner une légère pénurie d'argent et de capitaux. Jusqu'au printemps de 1948, le rendement des obligations de la Confédération augmenta d'environ $\frac{1}{2}$ p. 100. Depuis le mois de juillet de cette année, on constate derechef, à la suite de nouvelles rentrées d'or, une certaine liquidité ; mais les banques font preuve de plus de retenue dans l'octroi de nouveaux crédits, préférant consacrer les fonds qu'elles reçoivent à la reconstitution de leurs réserves en espèces, lesquelles avaient diminué de façon inquiétante.

★ Il est difficile de prédire l'évolution future de la situation économique en Suisse. Pour la marche des affaires sur le plan intérieur, c'est surtout l'activité dans le bâtiment qui est déterminante. Si, dans cette branche, on a annoncé ici et là, ces derniers temps, un fléchissement du degré d'occupation, cela est attribuable en partie au fait que les conditions atmosphériques favorables de ce printemps ont permis d'exécuter les programmes de construction plus rapidement que cela n'avait été prévu primitivement ; mais il n'en reste pas moins qu'on constate une certaine réserve quant à de nouveaux investissements. Il est fort possible que la construction de logements diminue l'an prochain, d'autant plus que le financement s'est révélé moins facile ces derniers mois. Comme, d'autre part, la construction de bâtiments industriels et commerciaux paraît avoir dépassé son point culminant, une baisse des frais de construction est dans le domaine des possibilités.

Il faut en outre s'attendre, sur le marché interne également, à une diminution, qui ne sera peut-être que temporaire, de la demande, les grossistes et les détaillants regorgeant de marchandises. Bien que les perspectives d'affaires soient moins bonnes, cela n'a pas encore influencé le degré d'occupation ; mais on annonce des congédiements d'ouvriers pour cet hiver. On ne prévoit cependant pas de chômage notable, un fléchissement de l'activité économique devant entraîner en premier lieu le renvoi de travailleurs étrangers.

Etant donné qu'on doute fort, dans les milieux patronaux et ouvriers, que la grande prospérité actuelle se maintiendra, il y a tout lieu de penser que l'accord relatif à la stabilisation des prix et des salaires sera prorogé sans trop d'opposition, d'autant plus que la poussée inflationniste s'est constamment affaiblie ces derniers temps. Il reste donc simplement à savoir si le retour à une situation économique plus normale pourra se faire sans trop de perturbations.

Charles La Roche

